

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 39 Février 2007

UMP-FN : même combat en faveur des plus riches

Plus populaire que moi, tu meurs !

Le Front National et l'UMP cherchent, l'un comme l'autre, à paraître proches du peuple, ton patelin et sourire enjôleur de Marine Le Pen d'un côté, références appuyées de Nicolas Sarkozy à Jaurès et Blum (qui doivent se retourner dans leur tombe) de l'autre.

Mais **leur programme fiscal (et, dans le cas de l'UMP, leur bilan, hélas !) montrent crûment la réalité : c'est en faveur des plus riches qu'ils livrent leur combat.**

Grâce à la réforme fiscale votée l'an dernier, et qui entre en vigueur cette année, le célibataire salarié qui gagne 250 000 € par an va économiser 9 869 € (merci pour lui) ; celui qui gagne 17 000 € par an se contentera de 81 €. Le couple de salariés mariés avec deux enfants gagnera 4 671€ si son revenu annuel s'élève à 250 000 € (mais ... 10 € seulement si son revenu n'est que de 34 375 €) . Voilà ce qui s'appelle **redistribuer du pouvoir d'achat... aux plus riches !**

Et ceux qui vantent à longueur de discours l'effort personnel, le mérite individuel, savent reconnaître le mérite de ceux qui se donnent la peine ... d'hériter.

Grâce aux mesures votées par l'UMP au cours de la législature qui s'achève, grands-parents et parents pourront transmettre sans payer d'impôt jusqu'à ... 960 000 € à leurs petits-enfants !

Bien sûr, cela se paye par la dégradation des services publics et par la diminution des protections de la Sécurité Sociale.

Mais, **pour les candidats de l'UMP et du FN, il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin.**

Pour Jean-Marie Le Pen, « nous instaurerons quatre tranches d'impôt sur le revenu du travail, de 0, 10, 15 et 20 %. Nous devons tendre vers la suppression progressive de cet impôt. Nous exonérerons la résidence principale de l'impôt de solidarité sur la fortune. Les plus-values de cession des entreprises seront imposées à 10 % au-dessous des cessions de 5 millions d'euros, à 15 % au-dessus ».

Pour Nicolas Sarkozy, le bouclier fiscal (qui limite la somme des impôts sur le revenu, sur la fortune et les impôts locaux) sera abaissé de 60 % à 50 % du revenu. Et sera donnée à chaque Français la possibilité « de transmettre en franchise d'impôts sur les successions le fruit d'une vie de labeur ». (Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites ! Serge Dassault, François Pinault, Mme Bettencourt, et les autres grandes fortunes, apprécieront !)

Autant de mesures dont les seuls bénéficiaires sont les plus riches des Français. Au détriment de la redistribution sociale et de l'emploi.

Bonnes nouvelles

Télétravail chez Renault. La direction de Renault a signé un accord avec quatre syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO), qui permettra aux employés, techniciens, ingénieurs et cadres, sur la base du volontariat, de travailler chez eux entre deux et quatre jours par semaine. « Quand on en a parlé aux salariés, l'idée a été plutôt bien accueillie », souligne le délégué CFE-CGC. « Pour ceux qui travaillent en Ile-de-France, éviter les embouteillages quotidiens, ce n'est pas négligeable ». Sur les 44 000 salariés de Renault SAS, seuls 28 000 sont concernés. Les employés travaillant en production ne font pas partie de cet accord. (*Le Monde, 25 janvier*).

Bercy va inciter les petits pollueurs à réduire leurs émissions de CO2. Un mécanisme financier faisant intervenir la Caisse des dépôts sera instauré. Il s'adressera aux agriculteurs, compagnies de taxis et de chauffage, ..., qui génèrent 60 % des émissions. La Caisse des dépôts, qui se dit prête à s'engager sur l'achat d'un million de tonnes de CO2 par an pendant cinq ans, s'engage à racheter les « permis » de CO2 correspondant à des émissions évitées. Parmi les projets éligibles : **pour le chauffage d'un bâtiment, opter pour une chaudière au bois plutôt qu'au gaz** ; dans l'agriculture, mettre en place une installation de méthanisation du lisier.

« Les projets domestiques vont dans le bon sens, mais ils ne s'adressent qu'à une toute petite partie du problème : 1 million de tonnes par an de réduction de CO2, c'est 0,2 % des émissions françaises. Pour traiter le problème de façon massive, il faudra avoir recours aux taxes ou à la réglementation », souligne le Réseau action climat. (*Le Monde, 6 décembre*).

A Calais, biodéchets et graisses vont produire compost et électricité. L'usine de méthanisation inaugurée le 8 décembre complète une plate-forme de tri et de retraitement unique en France. Elle consommera 27 000 tonnes de déchets par an. Le Centre de valorisation organique des déchets du Calaisis a coûté 20 millions d'euros. Il produira 11 200 tonnes de compost, une énergie de 18 930 MWh par an, dont 6500 seront revendus à EDF, soit la consommation de 14 000 foyers.

Dès 1995, Calais a compris que son projet devait concerner une large population. D'où la création, en 2000, d'un syndicat regroupant 59 communes et 160 000 habitants. (*Le Monde, 9 décembre*).

L'île de la Réunion vise à l'autosuffisance énergétique d'ici 2025, en utilisant l'énergie éolienne (potentiel estimé à 60 MW), les chauffe-eau solaires, l'énergie hydraulique, le combustible obtenu comme résidu de la canne à sucre, et l'énergie photovoltaïque (puissance totale produite de 5 MW, le potentiel total est estimé à 100MW). La plus grande centrale photovoltaïque de France (6 000 panneaux) qui produit 1,3 MW sur les 5MW, y a été inaugurée le 27 décembre. Elle a coûté 5 millions d'euros.

A titre de comparaison, la plus grande installation photovoltaïque au monde (62 MW) se trouve au Portugal et couvre 114 hectares. (*Le Monde 12 janvier*).

Les voyagistes « voyageurs du monde » et Voyages-SNCF invitent leurs clients à compenser les émissions de CO2 liées à leur vol en avion, ou à leur voyage en train, en versant quelques dizaines d'euros supplémentaires à l'association CO2 Solidaire. Ces sommes seront affectées au financement de projets de réductions d'émissions de gaz à effet de serre. (*Le Monde 12 janvier, et annonce diffusée par RACF*).

La fin du pétrole bon marché

L'Europe est dépendante de la Russie pour le gaz. La Russie ne manque pas de le faire sentir. C'est ainsi qu'en raison d'un différend avec la Biélorussie, elle n'a pas hésité à fermer quelques jours les vannes de l'oléoduc transitant par ce pays. Quatre Etats de l'Union européenne, Allemagne, Pologne, Hongrie et Slovaquie, en ont subi les conséquences. Les Européens peinent à élaborer un front commun. (*Le Monde, 10, 14 janvier*).

La Commission européenne se fixe pour objectif de passer à 20% d'énergies renouvelables d'ici à 2020 (au lieu de 7% aujourd'hui). Et de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici à 2020. (*Le Monde 12 janvier*).

Le Danemark va doubler la part de ses énergies renouvelables d'ici à 2025, pour la porter à au moins 30% de l'énergie consommée. (*Le Monde, 21 janvier*).

L'Asie-Pacifique veut réduire sa dépendance envers le pétrole. Les seize pays qui forment la région Asie-Pacifique (Japon, Corée du Sud, Chine, Inde, Asie du sud-Est, Australie, Nouvelle Zélande) se sont mis d'accord pour réduire leur consommation en énergies fossiles et créer à terme une vaste zone de libre-échange incluant la moitié de la population mondiale. (*Le Monde, 17 janvier*).

Monde

Inégalités : La moitié de l'humanité se partage 1% de la richesse mondiale. Et 2% de l'humanité détient la moitié du patrimoine des ménages, selon une étude des Nations-Unies, publiée le 5 décembre. Un patrimoine personnel de 2200 \$ ou plus permet de faire partie des 50 % de personnes les plus riches du monde. 61 000 \$ « suffisent » pour compter parmi les 10 % les mieux dotées, et 500 000 \$ pour accéder au club très fermé du 1% des individus les plus fortunés. (*Le Monde, 7 décembre*).

Les Chinois les plus démunis continuent de s'appauvrir. Depuis 2000, les 10 % de Chinois les moins riches ont vu leur revenu décroître de 2,5%. (*Le Monde, 5 décembre*). Voilà un revers du « miracle » économique chinois que l'on passe habituellement sous silence...

Chine : Cinq des dix agglomérations à l'atmosphère la plus polluée du monde sont chinoises, un tiers des habitants respire un air pollué. La Chine, 20 % de la population mondiale, concentre en outre 30 % des fumeurs de la planète. (*Politis, 11 janvier*). Les autorités semblent déterminées à punir les villes et les industriels qui pollueraient trop. (*Le Monde, 17 janvier*).

La Chine comptera 1,5 milliard d'individus en 2033. En 2040, 30 % de la population aura plus de 60 ans Le taux de natalité est passé de 5,8 enfants par femme dans les années 1970 à 1,8 actuellement. (*Le Monde, 16 janvier*).

Inde : en partenariat avec les investisseurs privés, 247 milliards d'euros seront consacrés à la construction de 35 aéroports, 76 nouveaux terminaux portuaires et 6 000 km d'autoroutes. Faute de transport adéquat, la quart de la production agricole de l'Inde est gaspillé. (*Le Monde, 11 janvier*). Que l'on construise des installations portuaires, pourquoi pas, mais des aéroports ! des autoroutes ! quelle absurdité !

Iran : En novembre, « 4 500 personnes sont mortes à Téhéran après avoir eu une crise cardiaque, et 80 % d'entre elles ont eu leur crise cardiaque à cause de la pollution de l'air », a déclaré le responsable du comité de l'air pur à la mairie de la capitale iranienne, l'une des villes les plus polluées du monde. La principale cause est le dégagement de monoxyde de carbone par les voitures. (*Le Monde, 10 janvier*).

Equateur : Le nouveau président, Rafael Correa, promet une « révolution citoyenne », et la « fin de la longue et triste nuit néolibérale » dans la région. « A la différence des néolibéraux, je suis convaincu que le marché est un grand serviteur mais un très mauvais maître », dit-il. « L'Etat assumera désormais un rôle croissant dans l'économie et le développement ». (*Le Monde, 16 janvier*).

Mexique : le prix de la tortilla de maïs, aliment de base des Mexicains, a grimpé en flèche depuis le début de l'année. Il avait déjà augmenté de près de 14% en 2006, et de 30% en trois ans. Depuis quelques jours, les manifestations se multiplient, dans la capitale et les principales villes du pays. Hier, tapant sur des casseroles et criant «Nous voulons des tortillas, pas du pain! Sans maïs, il n'y a pas de pays», les manifestants ont marché sur le ministère de l'Economie pour réclamer la démission du nouveau titulaire, jugé incapable de gérer le problème.

«L'augmentation du prix du maïs n'a rien à voir avec la spéculation, mais vient du fait que nous dépendons des Etats-Unis, du maïs que nous y achetons, explique Obrador le «président légitime» et rival malheureux de Calderón. **Le Mexique n'est pas autosuffisant parce que nous avons abandonné l'agriculture dans le cadre de la politique néolibérale qu'a appliquée le gouvernement.** Une seule entreprise, Maseca, contrôle 85% de la farine de maïs.» Le géant américain Cargill est également dans sa ligne de mire.

Le gouvernement vient seulement d'annoncer l'augmentation des quotas d'importations, sans droits de douane, à hauteur de 650 000 tonnes de maïs des Etats-Unis et d'Europe pour calmer les prix et éviter la pénurie de tortillas sur le marché intérieur. Cette mesure, selon ses détracteurs, n'est pas à la hauteur du problème et, pis, ne fait que renforcer la dépendance alimentaire du Mexique à l'égard de l'étranger.

Depuis la signature du traité de libre commerce, les produits subventionnés américains entrent massivement sur le marché mexicain, rendant les producteurs locaux non compétitifs, une des causes de l'exode massif des paysans.

Et la situation pourrait encore s'aggraver. En 2008, une disposition du traité prévoit la fin des quotas d'importation de trois produits de base pour les Mexicains: le maïs, les haricots et la canne à sucre. Au Parlement, les députés du Parti de la révolution démocratique et ceux du Parti révolutionnaire institutionnel (au pouvoir pendant soixante-dix ans) se sont unis pour dénoncer ce «palliatif» et demander des «actions globales pour aider à la production des produits de base».

L'envolée des prix internationaux est notamment due à l'utilisation de plus en plus fréquente du maïs pour produire de l'éthanol qui sert à fabriquer du biodiesel, produit de substitution de l'essence en période de cherté du **pétrole**. L'année dernière, les Etats-Unis ont retiré du marché 40 millions de tonnes de maïs pour les consacrer à ce nouveau carburant. (*Libération, cité par RAC-F*) *C'est d'autant plus inquiétant et stupide que les études US (Farrell, etc.) montrent toutes que l'efficacité énergétique du bioéthanol de maïs est inférieure à 1 (on dépense plus d'énergie fossile pour le produire qu'on en retire en l'utilisant). De plus, cette énergie fossile est aux USA en grande partie du charbon avec un bilan GES très mauvais. Avec le bioéthanol de maïs, les USA ont tout faux et le savent, mais les lobbies agricoles et automobiles ont jusqu'ici gagné le combat. (commentaire de PB sur liste ATTAC-énergie). Circuler ou manger : faut-il déjà choisir ?*

Forum social mondial : à Nairobi, du 20 au 25 janvier, s'est tenu le rassemblement africain le plus important de l'histoire récente. Les progrès de la démocratie et l'émergence progressive d'une société civile, en dépit des obstacles dus aux contraintes financières, font partie des principaux espoirs. Ont été débattues notamment les questions relatives aux migrations (droits des migrants, solidarité, développement), la construction de la paix, l'accès à la santé (*Politis, 18, 25 janvier*).

Europe

Le protectionnisme en débat.

Etudier « le principe d'une taxe carbone importante sur les importations de produits industriels en provenance des pays qui refuseraient de s'engager en faveur du protocole de Kyoto ». *Voilà une bonne idée de Dominique de Villepin (le 13 novembre). A condition toutefois que nous soyons nous-même irréprochables.*

« Taxer les entreprises qui délocalisent les emplois et taxer leurs produits lorsqu'elles les réimportent », propose Ségolène Royal le 13 octobre.

Et même Nicolas Sarkozy parle de « redonner vie à la préférence communautaire » (29 mai 2005).

Trois économistes, Patrick Artus, Elie Cohen et Jean Pisani-Ferry, membres du Conseil d'analyse économique, dans une tribune publiée dans Le Monde du 6 décembre, citent ces trois exemples et dénoncent « une dangereuse diversion protectionniste » : « les lignes Maginot », écrivent-ils, « ont toujours le même effet : créer l'illusion de la sécurité et retarder les vraies réponses ».

Il faut être « à côté de ses pompes » pour refuser de protéger les 450 millions d'Européens des ravages de la mondialisation en général et de la Chine en particulier, a répondu le 14 décembre l'historien-sociologue Emmanuel Todd à ces « Pieds Nickelés de l'économie » (*Le Monde, 21 décembre*).

Pays-Bas : aux élections législatives de novembre, le Parti Socialiste (SP) s'est hissé au 3^{ème} rang des partis néerlandais, devant les libéraux. On s'achemine aux Pays-Bas vers une « grande coalition », mais le SP restera dans l'opposition. Sur le plan européen, son dirigeant Jan Marijnissen explique : « la vigilance s'impose face aux « amis de la constitution », qui ont d'autant moins de leçons à nous donner que la plupart n'ont pas osé organiser de référendum dans leur pays ». Et il réclame « la transparence, la temporisation pour l'élargissement et un retour à l'essence de la démocratie : que l'Europe s'occupe d'abord d'unifier l'impôt sur les sociétés pour éviter que les Etats deviennent de plus en plus pauvres ». (*Le Monde, 20 janvier*).

France :

La vie ordinaire d'un géant de l'économie . 350 postes vont être supprimés au siège parisien du groupe pharmaceutique **Pfizer**, et le centre de recherches de Pocé-sur-Cisse (Indre-et-Loire), qui emploie 154 personnes, va être fermé.

Pourtant, le géant américain, numéro mondial du secteur, a gagné 15 milliards de dollars de bénéfices en 2006.

Mais ce montant ne pouvait que décevoir les actionnaires : il n'était supérieur que de 500 millions de dollars aux bénéfices de 2005. Le groupe a donc décidé la suppression de 10 000 emplois dans le monde d'ici à la fin de 2008. (*Yves Mamou, Le Monde, 24 janvier*). *Business as usual.*

Il faut une planification : Pierre Radanne, ancien président de l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, à qui on demande si la proximité d'échéances électorales ne contrarie pas le lancement des politiques publiques à long terme (dans les domaines des transports et du logement) pour **l'après-pétrole** répond : « la cause de ce moindre volontarisme de l'action publique tient davantage au **renoncement à une planification.** » Au niveau national, bien sûr. Mais aussi au niveau de l'Union européenne : « une vision commune de l'énergie à vingt, voire à cinquante ans ». Sans perdre de vue qu'« une politique énergétique ne peut susciter l'adhésion que si elle comporte un traitement social des conséquences pour des catégories fragiles ou dépendantes de l'énergie fossile et qui n'ont pas les moyens d'adopter des équipements de chauffage ou de transport plus économes ». (*revue L'Economie politique, janvier 2007*).

La consommation d'électricité a baissé de 1% en France en 2006 (une première depuis neuf ans). La douceur des températures et la réduction de la consommation des industriels expliqueraient cette baisse. (*Le Monde, 9 janvier*).

Conflit des générations ? *Ces derniers temps, on a vu émerger un débat, celui du conflit des générations : en gros, les jeunes auraient bien des raisons de se révolter contre la génération de leurs parents, les soixante-huitards.*

Billevesées habituelles de « penseurs » à la noix, qui essaient de dresser les gens contre les autres, et de détourner l'opinion des vrais problèmes.

Dans la revue *l'économie politique*, de janvier, Denis Clerc fait l'analyse critique d'un ouvrage de Louis Chauvel, *les Classes moyennes à la dérive*, qui semble (mais je ne l'ai pas lu) entonner ce type de discours.

Et *l'analyse de Denis Clerc est pertinente* : « **durant les Trente Glorieuses**, on a fait feu de tout bois pour nourrir le cheminement retardé vers la modernité du pays : **l'ascenseur social a donc fonctionné à plein**, dans un contexte de croissance générale du pouvoir d'achat, et l'on déroulait le tapis rouge pour accueillir les rares diplômés de l'enseignement supérieur. Puis, **depuis 1975, retournement** : le ralentissement de la croissance économique, l'importante augmentation de la population active et le fort ralentissement des changements de structure sociale font que, partout, des grains de sable se glissent dans l'ascenseur social, et qu'une partie de la population active est même victime du « descenseur » social. »

Et il ajoute, au sujet du **logement** : « la génération des classes moyennes des Trente Glorieuses a bénéficié d'une chance incroyable dans ce domaine. Elle a pu accéder à la propriété dans des conditions qui ne se reproduiront jamais plus, avec des taux d'intérêt réels négatifs pour ses emprunts (merci l'inflation !) et une valorisation quasi continue de son patrimoine immobilier par la suite. Les jeunes, aujourd'hui, ont infiniment plus de mal à accéder au logement personnel que les générations nées entre 1940 et 1955. »

Denis Clerc conclut : « ce ne sont pas les jeunes qui n'ont pas eu de chance ; ce sont leurs prédécesseurs qui en ont eu, en vivant une période exceptionnelle qui ne se reproduira pas. Peut-on leur en vouloir d'avoir été placés par le hasard au bon moment et au bon endroit ? »

Logement. Selon les notaires, les prix ont encore progressé, de 11,1% sur un an. Devenir propriétaire implique de s'endetter longtemps- on parle maintenant de prêts sur cinquante ans ! – et de quitter les centres-villes. [*Encourager à emprunter – surtout sur de très longues durées- est criminel : n'importe quel aléa de la vie : licenciement, divorce, ennui de santé, et l'emprunteur se trouve dans une situation périlleuse. Près de la moitié de nos concitoyens pensent qu'il n'est pas exclu qu'ils se retrouvent à la rue... L'incitation du gouvernement – et du ministre Borloo- à acheter des maisons bon marché loin des centres villes est également coupable : on ne prévient pas les acquéreurs de la facture de transports qui les attend... et qui ne pourra que s'alourdir].* **L'action des municipalités peut aider à contenir les prix**, voire permettre à des programmes neufs d'afficher des tarifs moindres que le marché de l'ancien. Nexity a vendu, début novembre 2006, un programme à Vitry-sur-seine à 3310 € le m2 avec une remise de 10 % aux bénéficiaires du prêt à taux zéro. A Montreuil, 45 appartements de ce même promoteur ont été réservés par des habitants et des salariés de la ville au prix moyen de 3040 € le m 2, plafonné par la municipalité (le prix de l'ancien à Montreuil est en moyenne de 3250 € le m2). (*Le Monde*, 21 janvier).

Il faut abolir le CNE. Renaud Dutreil osait affirmer, avant que Sarkozy ne le fasse, que ceux qui combattent le Cne (dont ils proposent qu'il soit « étendu en 2007 »... si la droite gagne) relèvent du « Jurassic Park à la française ». Il y a toujours eu des gens de droite comme lui, pour rêver d'en revenir avant l'abolition des privilèges, avant la Révolution Française, avant la Commune, avant le Front populaire, avant la Libération, avant Mai 68, avant l'inspection du travail, avant le droit syndical, avant le droit élémentaire du travail, c'est ce qu'ils appellent à contrario « la France d'après ».

Car **le Cne, c'est la pire atteinte que l'on puisse faire à un salarié : l'atteinte à sa dignité !** On peut le « virer » à nouveau du jour au lendemain sans motif : c'est le retour au XIX^e siècle, à Zola, le porion peut « virer » le mineur Lantier, le réduire à la mendicité, sans même que le patron lui jette un regard. Et l'on nous affirme, qu'il vaut mieux que les Lantier d'aujourd'hui soient à nouveau soumis à ce régime, plient l'échine, ne puissent se syndiquer, ni se révolter, plutôt que d'être au chômage !

On croyait cet esclavage révolu : la convention internationale n°158 de l'Oit affirme que l'on ne peut « licencier sans motif », **toutes les déclarations des droits de l'homme affirment que l'on ne peut « licencier sans motif »**. Et la France – qui n'a jamais été aussi riche - de MM Chirac-Villepin-Sarkozy-Dutreil a rétabli sous le prétexte mensonger de lutter contre le chômage, la possibilité d'un employeur de fouler aux pieds la dignité élémentaire d'un humain qui travaille pour lui : « - Dehors !... et je n'ai pas à dire pourquoi ! ».

Il n'y a pas de « débat » possible autour du Cne, il n'y a qu'un combat : un combat pour le droit, un combat pour la dignité, un combat pour le droit élémentaire du licenciement. (*Gérard Filoche*, 26 janvier. *Texte intégral disponible sur demande*).

Paris. La Ville de Paris ambitionne de réduire de 40% la circulation automobile dans la capitale d'ici 2020. Augmentation de 30 % de l'offre de transports en commun, interdiction définitive des voitures sur la voie express Georges Pompidou, création d'une file réservée aux taxis et aux véhicules « propres » sur le périphérique, nouvelles zones piétonnes dans le centre de Paris. La RATP juge indispensable de connecter les terminus des lignes métro à un métro en rocade autour de Paris. (*Le Monde*, 18 janvier).

Vie pratique : un apport de vitamine B9 après 50 ans permet de maintenir les performances individuelles. La vitamine B9 est présente dans les petits pois, les fèves, les épinards, les asperges, les brocolis, la laitue romaine et les poires. (*Le Monde*, 20 janvier).

La pensée du mois : « l'eau ne sait pas nager. La preuve, elle coule ». Elie Semoun.

Poème :

Quand on dit :	« La vie augmente »,		
Ce n'est pas	Que le corps des femmes	Devient plus vaste,	
Que les arbres	Se sont mis à monter	Par dessus les nuages	
Que l'on peut voyager	Dans la moindre des fleurs,		
Que les amants	Peuvent rester des jours entiers à s'épouser.		
Mais c'est tout simplement,	Qu'il devient difficile	De vivre.	<i>Guillevic</i>

(transmis, de mémoire, par CDA)

Courrier des lecteurs

JCM répond à HC : Il est faux de dire que l'énergie nucléaire contribue au réchauffement. Il ne réchauffe qu'à grand peine nos appartements. Les gigawatt en question sont infimes par rapport à l'énergie déversée par le Soleil sur la Terre (dans un rapport de 1 à 100 000 000). Le problème est le CO2, que le nucléaire permet justement d'éviter. Oui le CO2 est là depuis la nuit des temps, mais en moindre quantité (du moins pendant les derniers millions d'années qui ont engendré les écosystèmes où l'homme s'est spécialisé). Or la quantité de CO2 déversée n'est pas infime, malheureusement, elle est du même ordre que celle qui existait avant.

Je ne crois pas que la TV gaspille beaucoup d'énergie (à part l'hélicoptère de Nicolas Hulot ...). C'est infime. Par contre l'impact sur les esprits est énorme. L'effet est tellement important sur nos comportements qu'il a certainement un impact écologique indirect colossal (plus ou moins que l'automobile ?). Mais cet effet peut jouer dans les deux sens (voir l'impact de Nicolas Hulot).

YM : bravo pour ton travail... pas toujours d'accord, mais toujours intéressant !

JJL : je trouve ton approche intéressante et j'y adhère sur beaucoup de points.

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.